

## La sécurité européenne : quelques aspects d'un lent glissement de la dissuasion vers la défense

Jean Barréa

Volume 7, numéro 4, 1976

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/700724ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/700724ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cette note

Barréa, J. (1976). La sécurité européenne : quelques aspects d'un lent glissement de la dissuasion vers la défense. *Études internationales*, 7(4), 599-608. <https://doi.org/10.7202/700724ar>

# LA SÉCURITÉ EUROPÉENNE : QUELQUES ASPECTS D'UN LENT GLISSEMENT DE LA DISSUASION VERS LA DÉFENSE \*

Jean BARRÉA \*\*

En mai 1975, le gouvernement français faisait connaître son projet de programmation militaire pour la période 1977-1982. Le trait le plus saillant de ce projet est la réapparition de la *défense* conventionnelle - armement et stratégie - dans les préoccupations du gouvernement français, braqué depuis l'explosion atomique de Reggane, en 1960, sur la seule sécurité par la dissuasion nucléaire<sup>1</sup>. Cette loi-cadre est le dernier indice en date d'un retour à ce que l'on avait cru définitivement détrôné par la révolution nucléaire - la sécurité par la défense territoriale. Le glissement vers la défense est lent, mais généralisé.

## I - UNE CLARIFICATION CONCEPTUELLE PRÉLIMINAIRE

Le besoin d'une clarification conceptuelle se fait sentir. Il n'est, pour s'en rendre compte, que de constater combien de fois sont confondus, dans un discours récent du président Giscard d'Estaing sur la nouvelle doctrine stratégique française (prononcé à l'Institut des hautes études de défense nationale), les concepts de sécurité et de défense, qui renvoient, l'un, à la finalité et, l'autre, à un seul des éléments de l'éventail des moyens possibles. La sécurité n'est pas la défense et la défense n'épuise pas la dissuasion...

\* Cette étude fut entreprise à l'occasion d'un séjour, en qualité de *Fulbright Visiting Research Associate*, au *Center for Arms Control and International Security Studies* de l'Université de Pittsburgh.

\*\* *Chargé de cours à l'Université de Louvain.*

1. La presse française est riche en considérations en sens divers sur ce revirement ou cette accentuation nouvelle. Voyez : A. SANGUINETTI, « Stratégie directe et stratégie indirecte », *Le Monde*, 15 mai 1976, pp. 1 et 11 ; Michel DEBRÉ, « La dissuasion », et Charles HERNU, « Retour à la défense classique », *Le Monde*, 19 mai 1976, pp. 1 et 8. La loi de programmation militaire est accompagnée de diverses déclarations ou publications qui en renforcent la signification. Voyez principalement l'article du général MÉRY dans la revue *Défense Nationale*, juin 1976, commenté par J. ISNARD dans *Le Monde*, 2 juin 1976, pp. 1 et 4 ; l'allocution du président Giscard d'Estaing du 1<sup>er</sup> juin 1976 à l'Institut des hautes études de défense nationale, reprise dans *Le Monde*, 4 juin 1976, p. 14, et commentée par J. ISNARD, « Le champ de bataille européen », *idem* ; du même auteur, « Une nouvelle conception stratégique », *Le Monde*, 9 et 10 juin 1976 ; et « Sacrilège », *Le Monde*, 11 juin 1976, pp. 12 et 13 ; MEYROWITZ, « Non-bataille, non-guerre, non-belligérance », *Le Monde*, 11 juin 1976, p. 13 ; enfin, l'ouvrage de Fr. DE ROSE, *La France et la défense de l'Europe*, Paris, Éd. du Seuil, 1976.

Il sied essentiellement de clarifier le sens des termes de la dichotomie qui oppose la sécurité par *dissuasion* (nucléaire) à la sécurité par *défense* (conventionnelle). Notons au préalable que, à vrai dire, l'une et l'autre de ces deux options relèvent de la stratégie globale de sécurité par dissuasion... qu'Arnold Wolfers oppose à l'autre stratégie globale, celle de la sécurité par accommodement<sup>2</sup>. Cette dernière, en s'attaquant à la racine du problème, confie la sécurité des peuples à la solution de leurs conflits d'intérêt. Les accords de Munich ou la Conférence d'Helsinki sur la sécurité et la coopération en Europe de juillet 1975 relèvent de cette stratégie, qui a généralement la valeur de la *peace research*<sup>3</sup>. Il ne sera pas question dans ces pages de sécurité européenne par « accommodement ». L'approche dite « réaliste » des relations internationales prône, quant à elle, la stratégie de sécurité par dissuasion. Le cadre et le fondement de cette option sont respectivement la persistance du conflit et, dans pareil contexte international, la mise en place d'un *rapport de force* tel qu'il amène néanmoins un adversaire rationnel à renoncer à la violence aux fins de promouvoir son intérêt national<sup>4</sup>.

La stratégie de sécurité par dissuasion comporte deux variantes essentielles excellemment mises en lumière par Glenn Snyder. L'auteur oppose la dissuasion par la « capacité de punir » ou détruire l'ennemi lui-même à la dissuasion par la « capacité de se défendre », c'est-à-dire de refuser l'enjeu convoité par l'agresseur<sup>5</sup>. Cette distinction capitale conduit parfois à un usage restrictif de la notion de dissuasion que l'on enferme alors dans les limites de l'une seule de ses deux modalités. Sécurité par dissuasion, dans ce cas, est synonyme de sécurité par capacité de punir ou détruire l'adversaire<sup>6</sup>. Par son énorme capacité destructive, l'arme atomique est l'instrument par excellence, dans l'état actuel de la technologie militaire, de la dissuasion par la menace de détruire l'ennemi jusque dans ses œuvres vives, par le fait d'une frappe dite « stratégique »<sup>7</sup>. La sécurité par la capacité de punir n'épuise toutefois pas la stratégie de sécurité par dissuasion. La sécurité par la capacité de se défendre, de refuser l'enjeu ou de gagner la guerre en relève également. Plus un État est perçu comme capable de se *défendre*, plus il *dissuade* ses ennemis potentiels de recourir à la violence armée.

2. Arnold WOLFERS, *Discord and Collaboration*, Baltimore, Johns Hopkins Press, 1962. « Deterrence, to preserve the peace, and accommodation, to consolidate it, are the chief peace strategies of nations and they usually can be pursued simultaneously », p. 132.

3. Pour une récente analyse critique de ce courant, héritier de l'approche « idéaliste » de l'entre-deux-guerres, voyez, par exemple : Ian BELLANY, « Peace Research : Means and Ends », *International Affairs* LII, 1, pp. 13-26.

4. Pour une claire analyse des conditions de divers ordres qui affectent l'efficacité des stratégies de sécurité par accommodement et par dissuasion, voyez : Evan LUARD, « Conciliation and Deterrence », *World Politics* XIX, 2, janvier 1967, pp. 167-189.

5. L'auteur oppose les notions de « capacity to punish » et « capacity to deny » dans *Deterrence and Defense*, Princeton, N.Y., Princeton University Press, 1961. Bernard BRODIE oppose, quant à lui, « deterrence strategy » à « win-the-war strategy » dans « The Anatomy of Deterrence », *World Politics* XIX, 2 janvier 1959, pp. 176ss.

6. La notion de dissuasion proposée par A. L. BURNS est nettement du type restrictif : « A deterrence state or system will emerge from a power-balancing system whenever the development of military technology makes (i) the physical destruction of all of an opponent's forces impossible, and (ii) the physical destruction of his economy very easy » dans « From Balance to Deterrence », *World Politics* IX, 4 juillet 1957, p. 524.

7. Morton A. KAPLAN, « The Calculus of Nuclear Deterrence », dans *World Politics* XI, 1<sup>er</sup> octobre 1958, pp. 20-43.

Le glissement – dont nous analyserons diverses manifestations dans le cadre de la sécurité de l'Europe occidentale – se situe donc au sein-même de la stratégie globale de dissuasion ; il en oppose simplement les deux modalités essentielles. Ce n'est que par commodité de langage que nous nous autoriserons dorénavant à opposer la dissuasion à la défense, au sens de dissuasion par capacité de punir et dissuasion par capacité de se défendre.

Toute stratégie de sécurité par dissuasion – de quelque modalité qu'elle soit – suppose la crédibilité de la menace de riposter à la violence par la violence. La vulnérabilité du territoire américain à la force stratégique soviétique et, de nos jours, la quasi-parité entre les forces stratégiques ou les capacités de punir-détruire des deux super-puissances rendent et rendent caduque la crédibilité de la menace d'une riposte nucléaire stratégique des États-Unis à toute agression conventionnelle soviétique en Europe. L'aménagement nécessaire fut l'adoption de la « riposte flexible » ou l'introduction, au sein d'une stratégie globale de dissuasion, d'une phase spécifique de dissuasion *par capacité de défense territoriale*.

Cette reconversion – fut-elle partielle – entraîna certains aménagements d'ordre structurel au sein de l'Alliance atlantique. Ceux-ci eurent leur importance et seront envisagés, en premier lieu. L'exigence fondamentale de toute dissuasion par capacité de défense – à savoir, l'équilibre des forces – fera l'objet de l'analyse consacrée aux négociations *MBFR* (*mutual balanced force reduction*) de Vienne. L'armement nucléaire tactique en Europe sera envisagé sous l'éclairage de la nouvelle doctrine militaire ainsi que dans le contexte des négociations de Vienne.

## II – LES AMÉNAGEMENTS STRUCTURELS AU SEIN DE L'ALLIANCE ATLANTIQUE

Comme dans l'ordre organique où l'apparition de nouvelles exigences fonctionnelles entraîne la mutation d'anciennes structures ou provoque la formation de nouvelles, dans l'Alliance atlantique, la reconversion à la stratégie de sécurité par la capacité de défense ne pouvait réussir qu'à la double condition de vaincre ses adversaires et, cela fait, de voir ses partisans s'organiser pour la définir et la gérer. La première condition fut remplie par le retrait de la France des structures de commandement intégrées constitutives de l'OTAN. Effective le 11 mars 1966, cette défection permit au Conseil des ministres de l'OTAN d'adopter officiellement, l'année suivante, la doctrine stratégique de la « riposte graduée » pour laquelle les États-Unis avaient unilatéralement opté dès 1962.

Restait la condition de l'émergence au sein de l'alliance elle-même d'une force organisée, directement articulée à la promotion de la nouvelle stratégie. Tant que la sécurité européenne reposait essentiellement sur la dissuasion nucléaire, dans le cadre de la doctrine des représailles massives, la force organisée, articulée à la dite option, était les États-Unis, seuls à même d'asséner à l'adversaire potentiel une frappe de destruction massive. Ces mêmes États-Unis, pour diverses raisons, ne pouvaient pas se succéder purement et simplement à eux-mêmes comme force dévouée à la mise en œuvre de la nouvelle politique militaire, qu'ils avaient eux-mêmes conçue. Dans ces conditions, ou bien celle-ci restait dans les limbes ou bien les Européens acceptaient de reprendre à leur compte ou tout au moins de partager le rôle et la responsabilité qui furent antérieurement ceux de l'allié américain. Par étapes, la seconde possibilité prit corps.

Ce furent successivement la création du Groupe des plans nucléaires/*Nuclear Planning Group*, en décembre 1966, et l'émergence en son sein, en novembre 1968, de l'« Eurogroupe ».

Le *Nuclear Planning Group*<sup>8</sup> s'articule très étroitement à la mise en œuvre du glissement de la sécurité européenne vers la sécurité par la capacité de défense. Renonçant à la doctrine antérieure d'un usage d'emblée massif de l'arme nucléaire tactique, cet organe recommanda, dans l'hypothèse d'un enfoncement du front, un usage rapide, certes, mais néanmoins *sélectif et limité* de l'arme nucléaire<sup>9</sup>. Alors que l'ancienne programmation d'un usage d'emblée massif de cette arme était essentiellement conçue en termes de dissuasion par menace de « punition », la prévision d'un usage limité et sélectif de l'arme nucléaire tactique est destinée à communiquer la détermination de palier, au risque d'une escalade nucléaire, le déséquilibre existant entre les forces conventionnelles des deux camps. Par son étroite articulation à l'équilibre des forces – clé de voûte de la sécurité par capacité de défense territoriale – l'usage sélectif et limité de l'arme nucléaire tactique exprime clairement le glissement de la sécurité européenne vers la dissuasion par capacité de défense<sup>10</sup>.

La première œuvre de l'« Eurogroupe » exprime la même tendance<sup>11</sup>. Soucieux de prévenir le retrait unilatéral des troupes américaines stationnées en Europe, l'Eurogroupe manifesta sa volonté de contribuer à la mise en pratique de la nouvelle stratégie par l'élaboration du *European Defence Improvement Program*. Élaboré dans l'esprit de l'« AD 70 »<sup>12</sup>, le *EDIP* vise à l'amélioration des conditions pratiques de la défense

8. Le *Defence Planning Committee* créa le *Nuclear Defence Affairs Committee* qui associe Européens et Américains dans la définition des plans stratégiques de l'Alliance. Le travail effectif s'opère toutefois au sein d'un organe plus restreint – le *Nuclear Planning Group*, qui fait rapport à l'instance supérieure. Le *Nuclear Planning Group* comprend quatre membres permanents (les États-Unis, le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie) et quatre membres rotatifs. Voyez : NEVILLE BROWN, *European Security 1972-1980*, London, Royal United Services Institute for Defense Studies, 1972, p. 28.
9. B. BURROWS et C. IRWIN, *The Security of Western Europe : Towards a Common Defence Policy*, London, Knight, 1972, pp. 52-54.
10. Le *Nuclear Planning Group* s'emploie à présent à tenter de définir la phase suivante : celle qui s'ensuivrait au cas où un premier usage sélectif et limité de l'arme atomique tactique, dans une perspective de stricte défense, ne suffirait pas à stopper l'agression. Cette seconde phase voit s'accroître la contradiction entre les intérêts américains et européens. Les États-Unis ont intérêt à confier le plus longtemps possible la sécurité européenne à une capacité de défense renforcée par l'entrée en jeu des ogives nucléaires tactiques, utilisées à des fins strictement défensives. En revanche, les Européens dont l'intérêt est d'éviter qu'une guerre de dévastation ne s'éternise sur le sol européen alors que les super-puissances resteraient indemnes, poussent à la recommandation d'une « seconde phase » qui soit plus « punitive » et relève, de la sorte, de la sécurité par la dissuasion nucléaire.
11. L'Eurogroupe est composé de tous les membres européens de l'Alliance, sauf la France. Son existence reste officieuse, non pour ne pas offenser les États-Unis qui lui sont favorables, mais, notamment, pour ne pas placer le Canada en position difficile entre les États-Unis, d'une part, et le pôle européen de l'alliance, d'autre part (dont le Canada est exclu pour des raisons relevant de la simple géographie) : voyez BURROWS and IRWIN, *op. cit.*, pp. 52-54.
12. L'« AD 70 » est un plan général d'amélioration de la défense de l'Alliance au cours des années soixante-dix. Le plan fut adopté par le Conseil des ministres de l'Alliance en décembre 1970.

européenne par la création d'abris bétonnés pour la protection de la force aérienne tactique (extrêmement vulnérable à tout assaut par surprise) et l'établissement d'un réseau de communication entre les diverses capitales de l'alliance ainsi qu'entre celles-ci et les centres de commandement militaire intégrés de l'OTAN<sup>13</sup>.

Ainsi, les deux grands aménagements structurels que connut l'Alliance atlantique ont donné naissance à des œuvres – plan stratégique ou programme de dépense militaire – qui témoignent du glissement que nous analysons. Point n'est possible, toutefois, de songer résolument à la sécurité européenne en termes de capacité de défense sans rencontrer de front l'exigence fondamentale de cette option – l'équilibre des forces conventionnelles.

### III – L'EXIGENCE DE L'ÉQUILIBRE DES FORCES CONVENTIONNELLES

Parce que la capacité de défense postule un certain équilibre des forces conventionnelles, il n'y aura pas de véritable sécurité ouest-européenne par capacité de défense tant que persiste l'actuel déséquilibre entre les forces classiques de l'Est et de l'Ouest<sup>14</sup>. L'usage sélectif et limité de l'armement nucléaire tactique, en cas de défaillance de la défense conventionnelle, n'est qu'un pis-aller. Le problème central est celui de l'équilibre des forces classiques. Celui-ci ne peut être résolu que par la course aux armements – qu'empêchent de nos jours l'atmosphère de détente ainsi que la conjoncture économique – ou par la négociation avec l'adversaire. La conjonction de l'exigence fondamentale de la stratégie de sécurité par capacité de défense et des contraintes diplomatiques et budgétaires d'aujourd'hui a conduit aux négociations de Vienne pour une « réduction mutuelle des forces, des armements et des mesures associées en Europe centrale »<sup>15</sup>.

À Vienne, le souci d'un réel équilibre des forces classiques est au cœur des propositions avancées par l'Alliance atlantique. La première d'entre elles définit comme terme du processus de réduction mutuelle des forces terrestres un « plafond commun » de 700 000 hommes de part et d'autre<sup>16</sup>. Ce plan implique pour l'OTAN une réduction d'environ 10% et, pour le Pacte de Varsovie, une diminution de plus du double (près de 25% des effectifs). Le déséquilibre est la résultante iné-

13. Il s'agit du « Système de communication intégré de l'OTAN » qui n'est pas à confondre avec le *NADGE* (*Nato Air Force Defense Ground Environment*) constitué d'une couverture radar s'étendant de la Norvège à la Turquie ; voyez BURROWS et IRWIN, *op. cit.*, p. 115.

14. *The Military Balance*, 1975-76, London, 1975, p. 12.

15. Ces négociations secrètes, plus connues sous le sigle *MBFR* (*mutual balanced forces reduction*), se tiennent à Vienne depuis octobre 1973. Elles furent requises par les puissances occidentales en contrepartie de leur acceptation de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe proposée par le Pacte de Varsovie, à Bucarest, en juillet 1966. À la requête occidentale, formulée en juin 1968 par le Conseil des ministres de l'Alliance atlantique réuni à Reykjavic, l'URSS ne répondit qu'en mai 1971, par le discours de Brejnev à Tbilissi.

16. Ce plafond, de l'avis des experts occidentaux, est le niveau le plus bas en dessous duquel la sécurité européenne ne pourrait plus être assurée sur le front central, compte tenu de sa longueur, de sa configuration géographique, etc. Le chiffre des 700 000 hommes est considéré comme satisfaisant pour couvrir toute l'étendue du front central, avec la densité requise pour empêcher le « fait accompli », concept désignant l'occupation rapide d'un morceau de territoire.

vitale de la conjugaison de points de départ différents ou du déséquilibre actuel et du point d'arrivée identique, un équilibre « neutre » à un niveau de 700 000 hommes. Ce déséquilibre des proportions se justifie, dans la conception de l'OTAN, par l'« asymétrie géographique » entre les deux blocs – homogène ou continu à l'Est, réparti sur les deux rives de l'Atlantique, à l'Ouest<sup>17</sup>.

Le 8 novembre 1973, le Pacte de Varsovie faisait des contre-propositions : l'année 1975 verrait une réduction de 20 000 hommes de part et d'autre ; celle-ci serait suivie, en 1976 et 1977, d'une réduction de 5 et 10%, respectivement, des effectifs restants. À la différence de la proposition de l'OTAN qui projette d'instaurer un équilibre « neutre », la proposition soviétique vise à conserver le déséquilibre existant, tout en le stabilisant à un niveau inférieur<sup>18</sup>.

Dans la visée de cet article, il ne nous appartient pas de poursuivre par une analyse plus détaillée des négociations MBFR<sup>19</sup>. Bornons-nous à signaler les derniers développements par lesquels ces négociations sont susceptibles de sortir de leur présent enlisement.

Le « fait nouveau » de nature, semble-t-il, à débloquer la situation est l'insertion de l'armement nucléaire tactique dans le débat de Vienne. Par ce biais nous renouons avec la préoccupation essentielle du *Nuclear Planning Group* qui a défini l'emploi de cette arme dans une perspective de défense, c'est-à-dire du rétablissement de l'équilibre entre les forces engagées dans la bataille. Les chances de sortir de la présente impasse par un grand marchandage achetant la renonciation soviétique à la supériorité conventionnelle de l'Est au prix d'un abandon par l'Occident de sa supériorité – également écrasante – en matière nucléaire tactique sont grandes. Elles le sont pour diverses raisons : le bloc de l'Est craint fortement la dimension

17. Drew MIDDLETON, « Nato Reported to Decide on Troop-Cut Offer to Soviets », *The New York Times*, 16 septembre 1973.

18. Pour la critique soviétique de la position occidentale et la présentation de la proposition soviétique elle-même, voyez : O. KHESTOV, « Mutual Force Reductions in Europe », *Survival* XVI, 6, novembre-décembre 1974, pp. 293-298. L'auteur est le chef de la délégation soviétique aux négociations de Vienne. Voyez aussi : Leslie H. GELB, « East and West Far Apart at Talks on Cut in Force », *The New York Times*, 8 février 1974, 3:1.

19. Sur les négociations elles-mêmes ainsi que leur contexte politique et technologique, voyez : Ch. BERTRAM, « Mutual Force Reductions in Europe : The Political Aspects », *Adelphi Paper* no. 84, London, IISS, janvier 1972 ; A. WILLOT, « Le problème du désarmement et son application en Europe », *Chronique de politique étrangère* XXV, 2, mars 1972, pp. 113-132 ; Thomas W. WOLFE, *Soviet Attitudes Toward MBFR, and the USSR's Military Presence in Europe*, Rand Corporation, avril 1972, p. 4819 ; J. I. COFFEY, « Arms Control and the Military Balance in Europe », *Orbis* XII, 1, printemps 1973, pp. 132-154 ; Ch. BERTRAM, « The Politics of MBFR », *The World Today*, janvier 1973, pp. 1-7 ; A. J. PIERRE, « Limiting Soviet and American Conventional Forces », *Survival* XV, 2, mars-avril 1973, pp. 59-64 ; Jean KLEIN, « Les aspects militaires de la détente en Europe et les perspectives d'une réduction mutuelle des forces dans un cadre régional », *Études internationales* IX, 1-2, mars-juin 1973, pp. 121-158 ; E. YOUNG, « The Broad Context of MBFR », *The World Today*, mai 1973, pp. 181-185 ; R. RANGER, « MBFR : Political or Technical Arms Control », *The World Today*, octobre 1974, pp. 411-419 ; O. KHESTOV, « Mutual Force Reductions in Europe », *Survival* XVI, 6, novembre-décembre 1974, pp. 293-298 ; « Report of a Trilateral Conference : SALT and MBFR. The Next Phase », *Survival* XVII, 1, janvier-février 1975, pp. 14-24.

nucléaire tactique de la capacité militaire occidentale ; en demandant l'établissement d'un équilibre des armes classiques sur le front central l'Occident se prive lui-même de l'actuelle justification du déploiement d'une puissante force nucléaire tactique en Europe ; enfin et surtout, un ensemble de forces intellectuelles et politiques, en Occident, convergent dans le sens du grand marchandage en question. La marche vers ce qui apparaît inévitable est jalonnée de quelques repaires...

Dès avant l'ouverture des négociations de Vienne, J. I. Coffey estimait qu'un marchandage entre la supériorité nucléaire tactique de l'Occident et les unités conventionnelles de l'Est en surnombre était de nature à réaliser l'objectif de la sécurité européenne à moindre frais, par un équilibre des forces à un niveau inférieur<sup>20</sup>. En avril 1974, le secrétaire d'État américain, James Schlesinger, annonce l'éventualité d'une réduction de la capacité nucléaire tactique déployée en Europe sans toutefois l'articuler aux pourparlers de Vienne<sup>21</sup>. Une étude de la Brookings Institution, publiée en décembre de la même année, fit grand bruit. Elle envisageait une réduction de 5 000 têtes nucléaires tactiques ainsi que de son personnel servant, soit environ 25 000 hommes. Dans cette étude, le lien entre la réduction des armes atomiques tactiques en Europe et les négociations de Vienne ne s'établit que par le biais des réductions en hommes qu'entraînerait toute diminution substantielle de la capacité nucléaire tactique américaine en Europe<sup>22</sup>. Lors de sa session de décembre 1974, le Conseil des ministres de l'Alliance atlantique est l'enceinte que choisissent les Hollandais pour – sans grand succès – proposer d'atténuer l'accent mis sur l'armement atomique tactique dans la stratégie de défense de l'OTAN<sup>23</sup>. Et la délégation belge de renchérir, estimant qu'il sera impossible de longtemps exclure l'armement nucléaire tactique des conversations de Vienne<sup>24</sup>. En janvier 1975, une conférence trilatérale (É.-U. – Europe – Japon) se tint sous les auspices de l'*International Institute for Strategic Studies*. Son rapport propose que « les armes nucléaires tactiques ne soient pas exclues (des négociations MBFR) ; mais – poursuit-il – pour agir au mieux, elles devraient être prises en considération dans le cadre d'un marchandage mixte englobant forces conventionnelles et forces nucléaires tactiques<sup>25</sup>. Ces recommandations, semble-t-il, ont trouvé écho au département d'État. Le *New York Times* fit état, en juillet 1975, d'un plan occidental visant à échanger environ 1 000 ogives nucléaires tactiques contre le retrait de 60 à 70 000 hommes et 1 700 tanks soviétiques<sup>26</sup>. Tandis qu'au même moment, le State Department demandait au Pentagone de surseoir, jusqu'à la conclusion des négociations de Vienne sur les MBFR, au retrait (envisagé) d'ogives nucléaires tactiques stationnées en Europe ; celles-ci pouvant servir de monnaie d'échange<sup>27</sup>. Enfin, en décembre 1975,

20. J. I. COFFEY, « Arms Control... », *op. cit.*, p. 151.

21. Dan MORGAN, « Nuclear Force in Europe Held Open to Cutting », *Washington Post*, 4 avril 1974 ; John W. FINNEY, « Schlesinger Set to Cut A-Arms », *New York Times*, 25 avril 1974.

22. Jeffrey RECORD, *U.S. Nuclear Weapons in Europe. Issues and Alternatives*, The Brookings Institution, Washington, D.C., 1974, p. 57 (dans la collection *Studies in Defence Policy*).

23. Drew MIDDLETON, « Schlesinger Calls A-Arms Vital to Guard Europe », *New York Times*, 12 décembre 1974, 3:1.

24. *New York Times*, 14 décembre 1974, 12:1.

25. « Report of a Trilateral Conference : SALT and MBFR, the Next Phase », *Survival* XVII, 1, janvier-février 1975, p. 23.

26. *New York Times*, 29 juillet 1975, 9:3.

27. *New York Times*, 24 juillet 1975, 2:4.



le Conseil des ministres de l'Alliance atlantique adopte le principe d'un marché global de ce genre, suite à la proposition de M. Kissinger, qui lui soumit le plan dont le quotidien newyorkais s'était fait l'écho, six mois auparavant<sup>28</sup>. Ainsi, ce qui n'était encore qu'une suggestion académique au printemps 1973, c'est-à-dire au moment de l'ouverture de la conférence préparatoire aux présentes négociations de Vienne, prit la forme, en décembre 1975, d'une proposition officielle injectant dans les négociations MBFR l'élément nouveau de nature à sortir de l'impasse actuelle.

Il n'y a guère de chance, pour le moins, que, dans sa forme présente, la proposition de l'Alliance Atlantique suscite l'assentiment du bloc soviétique ; non qu'elle n'aille pas dans la direction souhaitée par celui-ci, mais qu'elle ne s'y engage que trop timidement – à la différence de l'étude de la Brookings Institution – en offrant une élimination trop peu substantielle en nombre d'engins nucléaires suranés en contrepartie du retrait de toute une armée blindée. L'avenir des négociations de Vienne se situe toutefois dans la direction prise en décembre 1975 par le Conseil atlantique dont l'« offre nucléaire » a suscité un écho favorable dans le bloc soviétique.

À Vienne, en février 1976, les délégations de l'Est firent des contre-propositions dont l'élément central était l'acceptation d'inclure l'arme nucléaire tactique dans leur propre réduction de forces. Au total, croit-on savoir, la contre-proposition s'articulerait de la manière suivante : une réduction américano-soviétique équivalant 2 à 3 % du total des effectifs de l'OTAN et du Pacte de Varsovie (soit près de 20 à 30 000 hommes) serait opérée en 1976 et accompagnée, au plan de la réduction du matériel, d'un retrait réciproque de 300 chars, 54 vecteurs d'armes nucléaires, 54 rampes de fusées sol-sol et 36 missiles sol-air. Cette réduction effective en hommes et en matériel serait en outre flanquée d'un engagement des autres participants aux négociations de procéder, dans un second temps, à une réduction de leurs propres forces de matériel.

La négociation paraît donc s'orienter de plus en plus vers une discussion sur la *composante nucléaire tactique* des armements en présence en Europe centrale<sup>29</sup>.

Tentons, pour suivre, un effort d'imagination appuyé sur tout ce qui précède et imaginons que, demain, les négociations de Vienne se terminent sur un accord inspiré par une mouture plus élaborée et plus « généreuse » de l'« offre nucléaire » occidentale et de la contre-proposition soviétique. Dans ce cas, sur le terrain, l'application de l'accord laisserait en présence des forces conventionnelles en état d'équilibre satisfaisant (pour rencontrer les exigences occidentales) et adossées à des capacités nucléaires tactiques à peu près équilibrées également (pour apaiser les craintes soviétiques). Dans cette hypothèse, le seul fait qu'un recours initial à l'arme nucléaire

28. Drew MIDDLETON, « Nato Group Cool to Kissinger Plan », *New York Times*, 11 décembre, 9:1, et du même auteur, « Kissinger Critical of Soviet Policies », *New York Times*, 12 décembre 1975.

29. *Le Monde*, 20-21 juin, p. 6. Dans cette correspondance de Vienne, M. Lucbert signale encore que les Soviétiques ont fourni pour la première fois un chiffre officiel concernant les troupes du Pacte de Varsovie en Europe centrale. Les forces terrestres de l'Est s'établiraient, selon la déclaration faite par M. Khlestov, à la mi-juin 1976, aux environs de 820 à 850 000 hommes (et 200 000 pour les forces aériennes), alors que les estimations de l'OTAN s'arrêtaient généralement au chiffre de 925 000 hommes (contre 770 000 pour l'OTAN).

tactique ne conférerait aucun avantage qui ne se verrait immédiatement neutralisé par une riposte au moins égale à l'initiative aurait inéluctablement pour résultat une sorte de quasi-accord ou accord *de facto* de non-recours initial à ce type d'armement (chose que les Soviétiques tentent d'obtenir). La seule fonction que l'usage de l'arme nucléaire tactique conserverait, dans ce cas, est une fonction d'avertissement, de communication de la détermination de recourir au besoin aux forces stratégiques ; bref, une fonction de dissuasion par la menace de faire usage de sa capacité de punir-détruire. Au total, il en résulterait une situation beaucoup plus claire que celle qui prévaut présentement du fait de l'ambiguïté que représente le recours à l'arme atomique tactique dans un contexte de déséquilibre des forces classiques<sup>30</sup>. La question de savoir si la disparition de cette ambiguïté ou le « découplément » des stratégies de sécurité par capacité de défense, d'une part, et de punir, de l'autre, renforcerait ou non la sécurité européenne se situe en dehors du champ de notre analyse centrée sur le glissement vers la sécurité par capacité de défense.

#### IV – CONCLUSIONS

Le glissement vers la sécurité par la capacité de défense est net en Europe. Depuis le retrait de la France des commandements militaires intégrés, l'Alliance atlantique put opter officiellement pour la stratégie de la riposte graduée, qui, en un premier temps, confie la sécurité européenne à la capacité de faire et gagner la guerre, c'est-à-dire à la capacité de défense. Ce glissement s'est présenté sous la forme de la définition, par le « *Nuclear Planning Group* », d'une nouvelle doctrine pour l'emploi de l'arme atomique tactique. La programmation d'un emploi sélectif et limité de cette arme (au premier stade) suggère une accentuation de son usage à des fins défensives. Le glissement vers la défense se reflète encore dans l'adoption par l'Eurogroupe d'un vaste programme d'amélioration tant de la défense passive de la force aérienne de l'OTAN que des communications interalliées. Selon des modalités propres, ces deux premiers aspects du glissement vers la défense concernent le palier intermédiaire – entre la dissuasion et la défense – des armes nucléaires tactiques.

Le glissement en question est encore à l'origine de l'ouverture des négociations de Vienne où l'Alliance tente d'obtenir – dans la logique même de la sécurité par capacité de défense – un véritable équilibre des forces (terrestres) sur le front central. Pour atteindre cet objectif, l'Occident sera sans doute amené à renoncer à sa supériorité écrasante en fait de feu nucléaire tactique ; feu dont le *Nuclear Planning Group* a défini un usage de type défensif et dont l'alliance se débarrassera (partiellement et *de facto*) par le prochain déploiement d'un type d'appareil dépourvu de toute capacité nucléaire tactique (le chasseur F-15)<sup>31</sup>.

Ce glissement général vers la sécurité par la capacité de défense territoriale n'est pas contrarié – que du contraire – par un environnement technologique militaire

30. Sur la question du « *no first use* », voyez, par exemple : R. H. ULLMAN, « No First Use of Nuclear Weapons », *Foreign Affairs* 50, 4, juillet 1972, pp. 669-683 ; spécialement p. 673.

31. La construction du F-15 implique, à elle toute seule, une réduction de la capacité nucléaire tactique de l'Alliance atlantique ; chose qui pourrait pousser les Soviétiques, déjà partiellement satisfaits, à se montrer très exigeants avant d'accepter le marchandage conçu par Kissinger où la diminution de la puissance de feu nucléaire tactique de l'OTAN est à payer au prix du retrait en URSS d'une armée blindée tout entière.

qui, s'il avait été en faveur des forces conventionnelles offensives, aurait eu l'effet d'annihiler une bonne part des efforts politiques en vue de confier la sécurité européenne à la dissuasion par capacité de défense. De ce dernier point de vue, le développement récent des armes anti-chars (roquettes, mines, etc.) est essentiel. Il autorise un expert militaire tel que Neville Brown à conclure que

the net balance is swinging some way towards the defence. If so we may fairly anticipate that by 1980 the latter ought generally to be able to hold a reasonably limited front against a two-or-three-to-one overall superiority for sufficiently long to enable a strategy of flexible response to be implemented satisfactorily<sup>32</sup>.

Bref, dans l'environnement technologique militaire, l'éternel débat entre l'épée et le bouclier, comme dit R. Aron, tourne pour l'heure à la faveur du bouclier, donc de la défense.

Enfin, dans la mesure où la sécurité ouest-occidentale ne se conçoit pas sans référence à la France, le moment est venu de se tourner du côté de ce membre de l'Alliance atlantique dont le retrait des structures de commandement intégrées de l'OTAN a permis l'évolution qui fut observée. De ce côté également, l'heure est à un certain retour à la sécurité par la capacité de défense. Les missiles nucléaires tactiques français *Pluton* laissaient déjà entrevoir une certaine réhabilitation de la défense. Aujourd'hui, par la notion de *sanctuarisation élargie* du chef d'État-major des armées, le général Méry, la sécurité française est envisagée plus ouvertement que par le passé dans son articulation à la sécurité de l'espace ouest-européen, où prévaut l'évolution vers la sécurité par la défense territoriale. Ce rapprochement fut précisément rendu possible parce que les partisans de la sécurité par la capacité de défense ont gagné du terrain en France à l'occasion de la nouvelle loi de programmation militaire. Celle-ci, pour le rappeler, entend moderniser et développer des forces classiques, qu'elle insère mentalement dans une « stratégie élargie à la bataille alliée de l'avant ». Ainsi, en mai 1976, la boucle de la sécurité européenne – en quête d'une nouvelle stratégie adaptée à la perspective puis à la réalité de la parité stratégique entre les deux superpuissances – se referme sur une France (giscardienne) gagnée, à son tour, par l'heure de la sécurité par la capacité de défense classique... pour peu que ses intérêts vitaux ne fassent pas l'objet d'une attaque massive.

Gagné à la défense, l'ancien bastion occidental de la sécurité par la dissuasion pure ne pourra pas résister longtemps à la logique interne de sa nouvelle conception stratégique, soit à l'exigence de l'équilibre des forces conventionnelles. Ne pouvant songer à y parvenir, seule, face à un adversaire de loin supérieur à elle, la France se verra sans doute contrainte de revoir sa position en matière d'alliance – cet instrument privilégié de l'équilibre entre des adversaires de poids différent. C'est peut-être ce qu'annonce déjà, en termes voilés, ce passage remarqué du discours présidentiel du 1er juin : « Puisqu'il n'y aura qu'un seul espace, il faut qu'il n'y ait qu'un seul ensemble militaire sur cet espace »<sup>33</sup>.

32. Neville BROWN, *op. cit.* p. 81 ; voyez aussi : BURROWS et IRWIN, *op. cit.*, p. 78.

33. J. ISNARD, « Une nouvelle conception stratégique », *Le Monde*, 10 juin 1976, p. 12.